



IMAGERIE d'AVENIR

POUR LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE FRANÇAISE DE L'IMAGERIE MÉDICALE



*Stratégie de Thales
dans les Industries
Médicales*
*Extrait Comité de
Groupe France
du 13 nov. 2015*

–
p.04



*Les technologies de la
santé, une préoccupation
internationale.*

–
p.05

*Peut-on avoir confiance
dans le numérique ?*

Une filière de composants électroniques
pour garantir la confidentialité des données

–
p.03

*La CGT Thales auditionnée
par le CSEER Midi-Pyrénées*

–
p.06

*Une interpellation
de l'État Actionnaire !*

Rendez-vous au ministère de la Défense
et au ministère de l'Economie, de l'Industrie
et de l'Emploi

–
p.07

Pétition Nationale : Thales doit investir dans la filière industrie du medical

p.08

Thales comme moteur de la Santé et de l'Emploi ?

Un combat qui vaut d'être mené !

Créer et financer une branche Technologies de la Santé dans Thales, au même titre que les GBU Transport (GTS), Systèmes terrestres et aériens (LAS), Systèmes de communications (SIX)... , voilà une mesure autrement plus favorable à l'emploi que le nouveau saupoudrage d'aides à l'embauche, annoncé récemment par le Président de la République, énième dévalorisation du travail.

Les moyens existent pour mettre en œuvre cette filière potentiellement créatrice d'emplois qualifiés :

⊙ En premier lieu, Thales a les capacités financières pour développer une telle GBU. Le groupe vient de dépenser 500 M€ pour racheter des entreprises US (Life TV et en cours Vormétrics). Il dispose d'une réserve financière d'un milliard d'euros.

⊙ Les fonds de revitalisation territoriaux¹ peuvent participer à la mise en place de cette filière. Une part de ces enveloppes devrait avoir pour objet de favoriser la coordination et la valorisation de synergies entre Thales et les TPE/PME/Start-up créatrices d'emplois, sur les territoires.

⊙ Les fonds de revitalisation nationaux², du type de ceux versés par Vivendi, Total,... affectés par Bercy pourraient participer à la création d'une filière dite stratégique au lieu de servir les amitiés politiques de certains territoires.

Et si tout cela ne suffit pas, le gouvernement serait bien inspiré de collecter l'impôt des entreprises étrangères présentes dans notre pays et qui s'exonèrent en mettant leurs sièges

dans les paradis fiscaux, ou encore, de conditionner les aides (telles que le Crédit Impôt Recherche, le CICE) à la réalisation d'actions du type de celles que la CGT propose depuis près de 4 ans.

Au delà d'exploiter des moyens financiers, que le groupe possède, ou qui pourraient être mis à sa disposition sous conditions, Thales pourrait, comme nous le réclamons depuis 3 ans, confier au GERIS³ une mission d'investigation et de support pour favoriser les coopérations entre les acteurs du domaine intéressés.

Que fait le patronat ? Où est l'esprit entrepreneurial de M. CAINE, PDG du Groupe Thales?

Une opportunité de développer des emplois de qualité dans un secteur porteur et aux enjeux sociétaux majeurs, nous tend la main. Le patronat, lui, regarde ailleurs. Engranger de l'argent facile, servir les actionnaires, absorbe toute son énergie. La direction Thales reste fascinée par la corne d'abondance de l'exportation d'armes qui gonfle son carnet de commandes.

De son côté, l'Etat fait beaucoup d'opérations de communication, sans doute pour cacher sa démission de toute politique industrielle, hormis de la sous-traiter aux forces du marché et à l'initiative privée, sensée plus efficiente selon le dogme en vigueur. La question se pose : quelle est la mission portée par les administrateurs représentant l'Etat au sein du CA Thales, quant aux orientations stratégiques ? La passivité ? La non-intervention ? Qu'elle est la teneur de l'information

donnée au CA Thales, notamment aux administrateurs salariés ? Il est temps que le débat s'ouvre au-delà des comités stratégiques réunis en vase clos !

La CGT, comme le montre cette nouvelle communication, a poursuivi son activité sur ce terrain tout au long de l'année 2015. Mais la direction de Thales fait le choix de la défense et de la sécurité, secteurs malheureusement légitimés par l'actualité nationale et internationale. Si ces secteurs rapportent alors, c'est le moment de déployer de nouvelles technologies duales pour répondre aussi aux besoins vitaux des populations, d'occuper les équipes de développements avec de nouveaux défis valorisant au lieu de les réduire !

Ce revirement de la direction du groupe accrochée à sa volonté de réaliser les plus grandes marges pour les actionnaires va une nouvelle fois sonner le glas d'activités qui commençaient à se développer. Il est de l'intérêt de tous les salariés du groupe, pour assurer des emplois qualifiés sur le long terme, pour permettre de meilleurs reclassements ou déroulements de carrière, de remobiliser la direction sur un secteur stratégique et accessoirement promis à une rentabilité de haut niveau. C'est aussi de votre intérêt de patients potentiels et d'assurés sociaux!

La CGT vous donne l'occasion de vous exprimer en ce sens en signant massivement la pétition à l'adresse de la direction générale de Thales et du ministère de l'économie.

¹ Obligation de revitalisation du bassin d'emploi (Article L1233-84 à 90 du Code du Travail)

² Fonds issus de grands groupes pratiquant la consolidation mondiale des comptes, dispositif qui leur permet de formidables ristournes fiscales

³ Le GERIS est une société de Thales, la gestion des fonds de revitalisation fait partie du cœur de son activité, ... essentiellement pour le compte de Groupes hors Thales (Vivendi, Philips, ...)

Peut-on avoir confiance dans le numérique ?

Une filière de composants électroniques pour garantir la confidentialité des données

François Hollande, lors de sa conférence de presse à l'Élysée du 5 février 2015 avait déclaré : « Le numérique sera enseigné à l'école, de l'élémentaire jusqu'en classe de terminale, avec diplômes correspondants. » Avec les dernières annonces, on pourrait ajouter : « Sous licence américaine avec un diplôme Cisco à la clef ! » En effet, non content de vendre à tout vent l'industrie française, nous nous apprêtons à livrer notre jeunesse au formatage made in USA. Manuel Valls a annoncé la signature d'un partenariat avec l'américain Cisco sous prétexte de « coopérations dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle aux métiers des réseaux numériques, avec un objectif de formation de 200 000 personnes en trois ans, du financement de plusieurs chaires d'excellence, (...) et de collaborations académiques et industrielles dans les domaines de la cybersécurité, des réseaux intelligents et de la ville intelligente ». Les bras nous en tombent. Cette « coopération » est stupéfiante. Au-delà du fait qu'il fait fi de nos propres compétences, cet accord, réalisé sans appel d'offres, nous lie à un système dont le monde entier a découvert les coulisses avec la NSA, les révélations d'Edward Snowden en 2013, et maintenant en Allemagne. Nous sommes bien loin de la profonde réprobation de F. Hollande exprimée le 21 octobre à Obama. Six mois plus tard, c'est « open bar » pour Cisco !

Au même moment la Chine interdit Cisco, Citrix et McAfee pour ses services souverains. Cisco Systems, équipementier de réseaux, qui en 2012 avait 60 produits dans la liste d'agrément n'en a plus aucun. Même situation pour Citrix, fournisseur de solutions de virtualisation de serveurs et postes de travail, ou encore de McAfee, éditeur de logiciels de sécurité informatique (récemment racheté par le géant des composants américain Intel).

Où est la logique dans la décision française ? Pourquoi savonner la planche de nos entreprises et ne pas tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité de nos données par la mise en place d'un processus de reconquête et de déploiement d'une filière industrielle prometteuse ? Un objectif plein de bon sens au moment où tout le monde s'accorde sur l'importance de la protection des données.

Ainsi, la France, qui possède la plus grande banque mondiale de données de santé du fait de notre Sécurité sociale très développée, serait prête à la faire sécuriser par une entreprise américaine ? Avec tous les risques de marchandisation possibles ? Au-delà des aspects d'indépendance et de maîtrise industrielle, l'accord avec Cisco portant sur la formation est un coup de maître pour... les Américains. Cette action va permettre à Cisco de structurer un comportement qui assiera sa domination en France. Une fois formés aux règles et logiciels Cisco, quel sera le réflexe de nos jeunes fraîchement formés ?... Travailler avec les mêmes outils et services ! Ils seront, à leur insu, les meilleurs représentants de la firme dans les lieux où ils (elles) seront embauché(e)s. En d'autres termes, formés aux outils Cisco ils en seront également les meilleurs commerciaux.

Le patronat « français » est muet, nos PDG d'entreprises nationales (comme Thales, leader dans la sécurisation des données) regardent le train passer sans broncher. Nous le redisons avec force et en appelons à l'intervention des salariés, il faut travailler à la reconquête de filières majeures en France, pour lesquelles les compétences existent et ne sont pas ou mal exploitées, à commencer par celles des technologies de la santé et des composants critiques.

Pour cette dernière, la question de la maîtrise des composants de transfert de données (routeurs et serveurs télécoms) est centrale, car c'est la question de la sûreté des flux d'information et du contrôle de l'accès aux cœurs des systèmes. La fiabilité des routeurs chinois, en termes de maintien de l'intégrité des données, est loin d'être garantie. Les États-Unis ont sanctuarisé leurs composants, via des groupes tels qu'Intel, ce dernier racheté récemment McAfee, spécialisé dans les antivirus et les logiciels de cybersécurité. La France est très mal engagée, et pour cause, il ne reste que quelques fondeurs de type STMicroelectronics (composants spécifiques tels que Asics, FPGA...) ou Altis (composants de cryptage) en Europe. Les rapports du GAO

américain (Cour des comptes américaine) sur le sujet révèlent depuis 2012 que 42 % des composants utilisés dans la défense sont contrefaits ou piratés. En France, plusieurs rapports parlementaires s'interrogent depuis 2013 sur la « confiance dans le numérique ». La complexité mathématique de n'importe quel composant de base (comportant plusieurs centaines de millions de portes logiques) fait qu'il est impossible de faire de la rétroanalyse, sauf si on en est le concepteur et le fondeur. C'est à ces seules conditions que l'on peut avoir la certitude des fonctionnalités réelles du composant.

L'enjeu de l'intégrité des cœurs de routeur est fondamental si on veut parler d'intégrité des données. De même, la localisation géographique des centres de stockage des big data : sans oublier qu'une simple maintenance peut permettre de dérober ou d'analyser les données, il est important de bien saisir qu'il ne s'agit pas d'un petit nuage, les données sont bien stockées dans des centres matériels, la plupart situés aux États-Unis ou en Asie. Il est donc essentiel de revendiquer une filière souveraine de composants critiques et la localisation des infrastructures en France afin de garantir la confidentialité, la maîtrise

“Il est important de bien saisir qu'il ne s'agit pas d'un petit nuage, les données sont bien stockées dans des centres matériels,”

et l'indépendance des données stockées. La France a pris beaucoup de retard sur le développement des « clouds ». L'avenir de projets devant fournir un cloud souverain français (propriété

de l'État) nous intéresse fortement mais en même temps, le récent retrait de Thales d'un des deux projets, Cloudwatt, et de la Caisse des dépôts qui le finançait, laissant Orange seul sur ce projet, a de quoi inquiéter. L'option Cisco de Manuel Valls est à l'opposé de ce qu'il faut faire.

Stratégie de Thales dans les Industries Médicales

Extrait Comité de Groupe France

du 13 novembre 2015

(Transition avec le débat sur la GBU Transport où la notion de sélectivité des offres est abordée) ...

CGT

Vous n'avez pas répondu à la question relative à la sélectivité.

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Le principe de sélectivité vise à réunir les notions de croissance et de profitabilité. Pour le Groupe, il ne s'agit pas de faire du dumping pour remporter des parts de marché et constituer un carnet de commandes à marge nulle, une stratégie qui nous a conduits à la situation économique actuelle et qui a fait l'objet d'un constat fort en début de séance. Nous ne modifions pas la stratégie, mais l'infléchissons. En effet, nous préférons, à la lueur des trois dernières années, une croissance profitable à une croissance exponentielle, dans la mesure où cette dernière n'offre pas au Groupe des marges qui lui permettent d'assurer sa pérennité et son développement.

CGT

A quel niveau de l'Entreprise la sélectivité est-elle mise en œuvre ?

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Au niveau de l'instance de gestion des offres.

CGT

Nous souhaiterions des précisions dans ce domaine.

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Cette instance analyse les offres dépassant un certain montant et décide si le Groupe doit participer ou non à un appel d'offres en fonction de différents critères : prix, marge, produits, niveau de coopération industrielle.

La sélectivité est, comme vous pouvez l'imaginer, très forte dans le domaine des Transports. La stratégie consistait, jusqu'à récemment, à capter des marchés dans de nouveaux pays au détriment du long terme.

L'inflexion mise en œuvre vise une meilleure sélectivité des offres, ainsi qu'une recherche de croissance et, surtout, de profit. Ainsi, nous privilégierons la marge à la croissance, sachant que la quasi-totalité de nos marchés, y compris celui de la Défense, sont redevenus porteurs. Le SBP de 2014 tablait sur une croissance de l'ordre de 4 % dans le domaine des Transports au sens large (aérien, ferroviaire, urbain), mais sur, au mieux, une stagnation globale du marché de la Défense, une baisse du marché domestique et une faible hausse des marchés Export.

En 2015, les marchés de la Défense sont en légère croissance pour THALES car nos pays domestiques ont décidé, compte tenu des événements internationaux, de ne plus baisser la garde autant qu'ils prévoient de le faire. Nous observons une inflexion

“La priorité est actuellement donnée à la croissance de nos marchés historiques et profitables”

des politiques d'investissement dans la Défense en France. L'Allemagne elle-même a augmenté son budget de Défense pour faire face aux tensions mondiales. Les Etats-Unis revoient également leur budget de Défense à la hausse, après l'avoir significativement diminué. A titre individuel, nous regrettons bien évidemment cette situation. En revanche, pour une société positionnée sur les marchés Défense, il s'agit d'un regain de croissance, lequel ne pouvait être anticipé en 2014 compte tenu des politiques publiques. Dans ce contexte, nous pouvons, sans menacer notre croissance, être sélectifs.

CGT

La logique de sélectivité, alliée à la bonne santé des marchés de la Défense, ont-elles conduit à abandonner le projet porté par Monsieur LEVY et expliqué par Monsieur MULTON en Commission Centrale d'Anticipation, relatif à la création d'une sixième verticale autour du secteur médical ?



DIRECTION DE LA STRATEGIE

Oui. La priorité est actuellement donnée à la croissance de nos marchés historiques et profitables. THALES souhaite focaliser ses capacités d'investissements sur la modernisation de ses offres produits et la restauration de leur compétitivité. Nous réalisons néanmoins 500 millions d'euros d'activité dans le secteur médical et pouvons y accompagner les initiatives de croissance.

CGT

Nous ne partageons absolument pas l'abandon de cette stratégie. En effet, il est regrettable qu'un groupe comme THALES ne saisisse pas une telle opportunité et capacité de manœuvre ; la médecine connaît en effet des ruptures technologiques majeures. Nous comprenons que la sélectivité soit utilisée comme levier de profit – dogme incontournable qui nous domine. Toutefois, le secteur médical possède un enjeu sociétal considérable. THALES aurait toute légitimité à l'investir compte tenu, notamment, de ses technologies et de la présence de l'Etat à son capital. D'importantes économies pourraient ainsi être réalisées en matière d'investissements médicaux. L'Entreprise pourrait devenir leader et fédérer un ensemble d'industries aujourd'hui totalement éparpillées. Cette orientation serait en outre très motivante pour les salariés.

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Il n'est pas question d'abandon, mais de suspension à court terme.

CGT

L'analyse réalisée et restituée par Messieurs LEVY et MULTON faisait référence à une sixième verticale. THALES se place de manière opportuniste et reste attentif à l'évolution de l'industrie médicale, mais ne propose en aucun cas de se promouvoir en leader et en fédérateur. Je ne pense pas travestir votre pensée en affirmant cela. La stratégie affichée a véritablement évolué entre la précédente gouvernance et l'actuelle.

DIRECTION DE LA STRATEGIE

J'en conviens. Cette inflexion est dictée par la conjoncture, laquelle nécessite de refocaliser les capacités d'investissement du Groupe. Le terme « abandon » est fort, d'autant que nous restons attentifs au marché médical. Intellectuellement, je rejoins votre analyse : le médical est un domaine en pleine évolution, en particulier le volet relatif à l'exploitation des données. THALES dispose effectivement de technologies adaptées, mais devrait, pour se développer sur ce marché, engager des investissements très élevés, une orientation que le Groupe ne considère pas opportune pour l'instant. Toutefois, ce positionnement n'est pas définitif.

CGT

A ma connaissance, le projet n'a pas été présenté aux actionnaires.

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Les conclusions disponibles n'auraient pas permis de les convaincre de l'intérêt, pour THALES, d'investir dans le médical, au détriment de ses autres activités.

CGT

La notion de sélectivité renvoie à l'horizon visé. Investir le marché médical nécessite effectivement des budgets significatifs, lesquels sont toutefois à la portée de THALES via des partenariats avec d'autres acteurs notamment. Le problème réside dans la volonté stratégique du Groupe. A mon sens, ce dernier commet une erreur profonde en abandonnant cette option stratégique, alors même qu'il dispose de technologies transverses capables de lui offrir un positionnement de leader – positionnement qui serait bénéfique à l'emploi. Nous constaterons, à terme, que des groupes comme Siemens ou encore General Electric auront confortés leurs positions. La stratégie retenue est contraire à la logique sociétale prônée dans les communications du Groupe.

...

Les technologies de la santé, une préoccupation internationale

Du 3 au 5 septembre 2015, s'est tenue à Ancona, en Italie, une conférence intitulée « Technologie et santé » qui accueillait des participants de pays de langue latine. Le collectif de travail CGT Thales y était invité pour présenter sa démarche.

Notre présentation insistait sur le développement sans précédent des besoins de santé, sur le potentiel de croissance basé sur les atouts de la recherche et du développement dans les start-up françaises, mais avec un marché dominé par des groupes étrangers affaiblissant le potentiel existant tout en récupérant les subventions publiques !

Nous avons également insisté sur l'omniprésence des technologies à l'hôpital qui entraîne une profonde transformation des métiers et des rapports entre soignants, techniciens et patients qui se transforment en clients. Les soins devenus produits marchands rentrent dans le système universel de la concurrence ! La maîtrise des coûts se fait en privilégiant la standardisation et le management à l'aide des technologies de l'information avec peu de respect pour la vie des patients et les conditions de travail des soignants.

Les pays d'Amérique latine ont montré la dégradation de leurs systèmes de santé sanitaire publics dans lequel les plus pauvres doivent bénéficier d'aides pour des soins minimaux alors que les plus riches accèdent aux meilleures technologies dans les structures privées utilisant les fonds publics (partenariats public privé). Toute ressemblance avec l'évolution du système de santé français ...

La technologie, comme les soins, doit s'adapter à la culture du pays, c'est pourquoi le renforcement des liens entre services de santé et industrie est essentiel. Nous soutenons que la maîtrise du système de santé, y compris « comptable », passe aussi par celle d'une véritable filière industrielle nationale forte, utilisant l'argent public pour créer des outils performants et des emplois alimentant les cotisations sociales !

La CGT Thales auditionnée par le CESER Midi-Pyrénées

LE CESER a souhaité conduire une réflexion sur l'Oncopôle (Cancéropôle) créé sur le site d'AZF après l'explosion intervenue le 21 septembre 2001.

La Commission Recherche, Innovation et du Transfert technologique du CESER s'est vue confier la définition des enjeux relevant de son champ de compétence ainsi que la mission de donner à connaître les attentes des contributeurs et des industriels vis-à-vis de ce projet. C'est donc dans ce cadre que les mandats CGT au CESER ont obtenu l'audition du groupe de travail CGT imagerie d'Avenir de Thales.

Une audition appréciée et des vues partagées

Après avoir présenté le cadre dans lequel s'effectue l'audition le Président de la commission, a souligné que « l'imagerie nous intéresse au plus haut point, car, combinée à d'autres techniques, par exemple radio-isotopique, et relayée par les techniques en constante évolution de traitement informatique des images, l'imagerie permet des avancées significatives, tant au niveau diagnostic que thérapeutique. (...)

Pour que ce secteur d'activité reste en France et en Europe, et qu'il puisse se développer, il faut favoriser les liens entre R&D et PME, entre soin et économie et entre activités industrielles et le social ».

A suite de l'intervention de nombreux conseillers ont salué la présentation qualifiée de « très complète et sans parti pris ».

Le débat qui a suivi a pointé un certain nombre d'éléments :

- ⊙ La rapidité de l'évolution technologique des systèmes et des techniques ;
- ⊙ La formation nécessaire de chacun et l'interaction dans l'évolution du système jusqu'au patient ;
- ⊙ La nécessaire interopérabilité des systèmes

- ⊙ La diminution des emplois industriels et de la coopération entre les grands groupes industriels ;
- ⊙ Les activités transverses à toutes les filières La fragilité des start-up qui ont du mal à se développer et leur rachat par des grands groupes internationaux quand elles arrivent à se développer.

Le président de la commission a confirmé l'intérêt de l'imagerie médicale et de la miniaturisation et a cité l'exemple du premier stent coronarien posé de façon non-invasive en Midi-Pyrénées grâce à une caméra entrée par des « tubes » dans les vaisseaux, évitant une chirurgie lourde nécessitant des anesthésies souvent de très longue durée.

Une initiative utile et efficace

En effet, parmi les propositions portées par le CESER nous relevons en particulier celle qui consiste à « adosser l'oncopôle à un tissu industriel Interdisciplinaire régional fort et créateur d'emplois »

Ainsi, « Le CESER recommande de s'appuyer sur les acteurs industriels présents en région, en particulier ceux issus du Pôle Aéronautique Espace et Systèmes Embarqués (AESE), et plus largement sur les industries au carrefour des études sur le vivant et des avancées techniques de l'électronique, l'informatique, la robotique. L'objectif à terme sera de renforcer le tissu industriel régional et de contribuer au rayonnement international de l'Oncopôle. Les thérapies innovantes sont liées aux techniques d'imagerie, de l'informatique, de la robotique...

A ce titre, la médecine de demain reste un des 9 plans soutenus par le gouvernement pour l'industrie du futur. Une filière des technologies médicales doit se développer comme en témoigne le constat établi par de nombreux rapports, à la base de la feuille de route du plan industriel des dispositifs médicaux et équipements de santé (CSF). En Midi-Pyrénées, le secteur privé occupe un plan majeur en R&D, en particulier dans les hautes technologies liées à l'aéronautique et au spatial. Toutes les

compétences stratégiques, technologiques, techniques, et financières sont présentes au sein des groupes industriels et offrent des perspectives de développement d'une industrie des technologies médicales sur laquelle l'Oncopôle pourra s'adosser. »

Le communiqué de presse du 16 octobre qui rend compte de l'assemblée plénière du CESER relève : « Les partenaires industriels constituant un des trois piliers sur lesquels est fondé le projet de l'Oncopôle, le CESER demande leur implication à long terme dans un projet qu'ils devraient partager pour l'intérêt général mais aussi pour le développement de l'emploi dans la région(...) ».

La CGT pense que Thales, présente à Toulouse doit pouvoir apporter ses compétences R&D dans ce projet !

Qu'est-ce que le Ceser ?

Le Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER) est dans le territoire la deuxième assemblée après le Conseil Régional. Le CESER, de par sa composition, constitue une image de la société civile : entreprises et activités professionnelles non salariées ; syndicats de salariés (38 membres) ; vie associative ; personnalités qualifiées.

Les membres de cette assemblée expriment les préoccupations, les attentes des différents groupes sociaux qu'ils représentent dans le cadre de saisine obligatoire (Budget, Contrats de Plan,...) ou d'autosaisine sur tous les compétences relevant du Conseil Régional (Formation, Transports, aménagement du territoire...).

Par leurs avis, élaborés en commission, et adoptés en séance plénière, les membres du CESER contribuent à la démocratie dans le territoire.

Une interpellation de l'État Actionnaire !

Rendez-vous au ministère de la Défense et au ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

Nous avons interpellé les ministères en charge de Thales sur l'abandon, dans la stratégie de Thales, de toute volonté de développer de nouvelles technologies dans le domaine médical pour créer une nouvelle branche du groupe tout en participant à la structuration de la filière de l'industrie de santé française.

Nous avons été écoutés par le Ministère de la Défense, sur les aspects « protection des données personnelles » (sujet lié à la Cybersécurité), mais ceci ne rentre pas strictement dans son domaine. Si le Ministère de la Défense s'est donc déclaré finalement incompétent sur le sujet, le Ministère de l'Économie s'est lui, montré très intéressé.

En effet le Ministère de l'Économie a engagé dans le cadre de la « Nouvelle France Industrielle » avec le Conseil Stratégique de Filière des Industries de Santé, une large opération de structuration et de développement des technologies de la santé (dispositifs médicaux, données de santé, médecine du futur). Cette stratégie « doit permettre de construire la carte de France productive des années 2020, au service d'une politique industrielle ambitieuse et renouvelée. »

Lors de la rencontre, la CGT a porté l'idée, défendue depuis 2012, que Thales pourrait être un élément fédérateur dans le secteur médical industriel. En effet Thales dispose de nombreux atouts pour jouer ce rôle. Le

groupe possède des capacités de finance- ment importantes, des salariés qualifiés et innovateurs, des sociétés leaders sur le marché de l'imagerie ainsi que des technologies développées pour le militaire et la sécurité applicables à la révolution numérique qui se prépare dans le domaine du médical.

Le ministère de l'économie s'est engagé à questionner le Conseil d'Administration de Thales sur son positionnement dans le domaine du médical et à intégrer Thales dans le CSF santé. Le ministère a proposé une nouvelle rencontre à l'issue de ses échanges avec la direction du groupe.

A suivre...

Bulletin d'adhésion CGT

Les différents tracts sur la radiologie ont été régulièrement diffusés par les équipes CGT dans les entités Thales. **Pour faire entendre votre voix, participer au travail de la CGT et le soutenir, nous vous invitons à nous rejoindre dès maintenant :**

VOTRE ENTREPRISE : _____

NOM : _____

PRÉNOM : _____

TÉLÉPHONE : _____

POSTE : _____

COURRIEL : _____



Nous écrire

Coordination
CGT Thales
Thales Electron Devices
2, rue Marcel Dassault
78140 VELIZY

Nous contacter

Laurent TROMBINI
Représentant de la
Coordination CGT Thales
Tél. 01.39.67.47.85
laurent.trombini@thalesgroup.com

Pétition Nationale

A l'attention du ministère de l'Économie et des Finances
et de la direction générale de Thales

.....

Thales doit investir dans la filière industrie du medical

⊙ Pour que la direction de Thales mette au service de la collectivité et de la santé publique ses technologies, juste retour des financements accordés par la puissance publique.

⊙ Pour que la direction de Thales ouvre un espace d'investissement des savoirs et qualifications des salariés du Groupe au service de la santé de la collectivité.

⊙ Pour une diversification porteuse d'emplois de qualité.

Nous, salariés de Thales, demandons la création et le financement, conformément aux engagements du précédent PDG, M. Lévy, d'une branche Industries de la Santé, au même titre que les GBU Transport (GTS), Systèmes terrestres et aériens (LAS), Systèmes de communications (SIX), Mission de Défense (DMS), Spatial (TSA), Avionique (AVS).



NOM

SIGNATURE

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

(Signez et n'hésitez pas à faire signer autour de vous)

Vous pouvez remettre la pétition à un militant CGT ou par courrier, à la coordination à l'adresse ci-dessous :

Coordination : CGT Thales - Thales Electron Devices - 2, rue Marcel Dassault - 78140 VELIZY